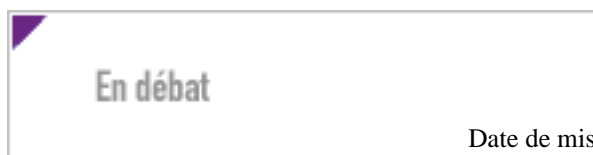


Extrait du econokoi.org - A faire, à penser pour une économie solidaire

<http://econokoi.org>

Economie solidaire

- en debat - zoom concepts -



Date de mise en ligne : mardi 19 dcembre 2006

Description :

&on peut définir par l'y non pas une alternative mais une troisième composante de l'économie, aux côtés de l'économie de marché et du secteur public. Concrètement, elle recouvre les initiatives visant y démocratiser l'économie y partir d'engagements citoyens...

econokoi.org - A faire, à penser pour une économie solidaire

« [1] on peut définir par là non pas une alternative mais une troisième composante de l'économie, aux côtés de l'économie de marché et du secteur public. Concrètement, elle recouvre les initiatives visant à démocratiser l'économie à partir d'engagements citoyens. [2] A ces services où la proximité est privilégiée, se sont ajoutés des réseaux comme les finances solidaires, les réseaux d'échange non monétaire et de commerce équitable. [3] Ces initiatives sont symptomatiques d'un nouveau questionnement des rapports entre politique et économie : elles revendiquent la solidarité comme principe économique. »<!-- htmlA -- [1]<!-- htmlB --

« Commerce équitable, finance solidaire, services de proximité, gestion des services urbains par les habitants, systèmes d'échanges, réseaux d'échanges de savoirs, autoproduction, agriculture durable, magasins biologiques, cuisines collectives, restaurants interculturels de femmes, tourisme solidaire, création d'activités par des chômeurs, et autres formes d'entrepreneuriat collectif : ces exemples sont si divers qu'ils soulèvent la question de ce qui leur est commun et de ce qui rassemble les pratiques d'économie solidaire dans leur diversité. Composante spécifique de l'économie aux côtés des sphères publique et marchande, l'économie solidaire peut être définie comme l'ensemble des activités économiques soumis à la volonté d'un agir démocratique où les rapports sociaux de solidarité priment sur l'intérêt individuel ou le profit matériel ; elle contribue ainsi à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens. Cette perspective a pour caractéristique d'aborder ces activités non pas par leur statut (associatif, coopératif, mutualiste&), mais par leur double dimension, économique et politique, qui confère leur originalité. »

« La dimension économique insiste d'abord sur la prédominance initiale de la réciprocité et de l'engagement mutuel entre les êtres ; ce lien social constitue l'impulsion réciprocaire de l'émergence des pratiques économiques. Ainsi, ce n'est pas l'accord contractuel fondé sur l'intérêt qui les anime, mais la visée d'une production et distribution de biens ou services soumis à l'arbitrage démocratique. Ensuite, leur consolidation démocratique se produit par l'hybridation des trois types de ressources : les ressources réciprocaires initiales (le lien de réciprocité qui peut s'actualiser en bénévolat, en volontariat ou en des manières d'engagement plus informelles) sont relayées par des ressources publiques qui émanent de l'Etat social selon le principe économique de la redistribution et des ressources marchandes fondé sur le principe du marché. [4] Ce recours à des principes économiques pluriels renvoie aussi à des formes de propriété plurielles : aux entreprises privées et publiques, il faut adjoindre des entreprises sociales dont la propriété est collective et le patrimoine indivisible et dans lesquelles la rémunération du capital et l'appropriation privée des résultats sont soumises à des limites. Sauf à basculer dans le marché ou la redistribution, le défi consiste à ce que la combinaison des ressources préserve la logique du projet politique initié par l'impulsion réciprocaire et ne l'instrumentalise pas [5]. D'où l'attention politique première qui, combattant les gestuelles philanthropiques, est portée aux phénomènes de déliaison et de désaffiliation, mais aussi aux inégalités grandissantes, aux injustices, aux manques de reconnaissance et à la pauvreté dans des sociétés qui n'ont jamais été aussi riches. »<!-- htmlA -- [2]<!-- htmlB --

<!-- htmlA --[1] <!-- htmlB --LAVILLE, J.-L., (2004), « Economie solidaire : un état des lieux », *Sciences Humaines, L'exception française, mythe ou réalité ?*, Hors série n° 45, sept-oct-nov 2004, p. 64-65.

<!-- htmlA --[2] <!-- htmlB --EME B., LAVILLE, J.-L., (2006), « Economie solidaire (2) », in : LAVILLE, J.-L., CATTANI, A.D. (dir.), *Dictionnaire de l'autre économie*, Gallimard, Paris, p.303-311.